



FICHE CONSEIL

VIDEO-SURVEILLANCE



La vidéo-protection est un des éléments pouvant apporter une sécurisation de vos locaux et donne un sentiment de sécurité à vos hôtes.

Elle ne permet pas de remplacer en toute circonstance la présence humaine et doit s'inscrire dans un plan d'ensemble de sécurité dont elle n'est qu'un des éléments.

Les dispositifs mécaniques (portes, barreaudage, serrures...) sont toujours les premiers éléments à prendre en compte dans votre plan de sécurisation.

I – Cibler ses problématiques et ses besoins.

| | | |
|---------------------|--------------------------------------|------------------|
| * Vidéo-Dissuasion | Prévenir d'un acte de malveillance | Avant l'action |
| * Vidéo-Protection | Réagir à une situation problématique | Pendant l'action |
| * Vidéo-Elucidation | Éléments de preuves | Après l'action |

Deux catégories principales de caméra :

- **Identification** → Reconnaissance d'une personne
- **« Ambiance » ou champ large** → Avoir une vue globale sur un lieu pour déterminer les déplacements et l'environnement du site.


II – Dispositions recommandées

- **Partie Publique**
Le hall d'entrée, la réception, le salon d'attente, la bagagerie, le restaurant-bar, toutes les issues, les paliers, les ascenseurs et escaliers.
- **Zone professionnelle**
La salle du coffre-fort, la réserve, l'accès réservé aux livraisons.
- **Dispositif complémentaire**
Toutes les issues devront être couplées avec des détecteurs d'ouverture.



Restrictions : chambres / sanitaires / vestiaires.

Quid ? Les caméras orientées vers : la Voie Publique / les Abords immédiats

- **La voie publique** ⇒ 
- **les abords immédiats**

Il faut limiter au maximum l'orientation des caméras sur la voie publique.

Cette notion est déterminée par votre commission départementale de vidéo-protection.

Le principe de base est :

Le respect de la vie privée de votre voisinage, demandez un « floutage » à votre installateur si nécessaire.

Caméras installées dans les zones « professionnelles »

Il faut informer obligatoirement les instances du personnel (avec notification individuelle ou avenant au contrat).

III – Enregistrements et contraintes

Durée d'enregistrement : 30 jours maximum (15 jours minimum sont recommandés)

Accès : Uniquement aux personnels dûment habilités.

Pour Paris : mentionnez la fonction de la personne et non son nom.

Ex. : Responsable Sûreté du site XXX

Cela vous évitera de devoir informer la commission départementale en cas de changement de responsable du système.

Affichage : Obligatoire avec rappel de la réglementation et modalités de consultation par le public (c'est un droit).

Quid – Le public peut-il consulter les images enregistrées ? (art. Article L253-5 du CSI)

Toute personne peut accéder aux enregistrements la concernant et en vérifier la destruction dans le délai fixé par l'autorisation préfectorale.

La demande d'accès doit être adressée au responsable du système de vidéo-protection.

Cet accès est un droit. Toutefois, il peut être refusé pour des motifs tenant à la sûreté de l'État, à la défense, à la sécurité publique, en cas d'instruction judiciaire ou pour protéger le secret de la vie privée de tierces personnes.

La personne ne peut que visionner les images qui la concernent (sans remise d'enregistrement). De plus il convient de supprimer tout autre personne qui serait dans le champ de vision de cet enregistrement afin d'en préserver sa vie privée (ce qui demande une maîtrise technique de cet outil).

IV – Recommandations techniques

Avant tout achat réalisez plusieurs devis auprès de professionnels en exigeant le respect de normes techniques et non de « références » de marques.

« WYSIWYG » *What you see is what you get*

Exigez de voir en démonstration les images qui seront visionnables en temps réel, ainsi que celles compressées une fois enregistrées.

Évitez les présentations sur brochures.

Astuce !

La base de vérification la plus simple est a minima de lire les caractères d'une plaque minéralogique (pour une caméra d'identification).

Votre dispositif doit être simple à utiliser et ne pas être « verrouillé » par un logiciel ou matériel strictement « propriétaire ».

Les enregistrements doivent pouvoir être récupérés sur plusieurs formats matériels et logiciels : clé usb, CD-ROM, DVD...Avi, Mpeg, wmv, mkv...

Prévoyez dans votre contrat une maintenance incluse d'au moins deux ans.

L'entretien du dispositif doit être « simple » et pratique à réaliser.

Les caméras doivent être aisément ré-orientables en cas de manipulations (nettoyage...).

Tester votre système avant toute déclaration, des ajustements seront certainement nécessaires.

V – Constitution du dossier adressé à la Préfecture

- 7 caméras au plus → Déclaration obligatoire, le plan n'est pas nécessaire (mais vivement recommandé, joignez avec des clichés de vos prises de vues).
- 8 caméras et plus → Déclaration obligatoire avec un plan masse, implantation, visualisation...

- **Quid du Périmètre vidéo-protégé ?**

Il permet une « souplesse » d'usage de la vidéo-protection sur des sites étendus ou sur lesquels l'implantation des caméras est amenée à être modifiée régulièrement.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer le nombre de caméras et leur emplacement.

- **Où trouver le formulaire ?**

Cerfa N° 13806*3, disponible sur **interieur.gouv.fr**

À adresser par voie postale à la préfecture du département territorialement compétent ou internet sur : videoprotection@interieur.gouv.fr

- **Les délais d'obtention de l'arrêté**

Trois mois, qui peuvent être **prolongés d'un mois** à la demande de la commission vidéo départementale.

*Si absence de réponse par l'autorité préfectorale pendant plus de quatre mois = **dossier rejeté**.*

- **La décision prise par la commission départementale vidéo**

Un arrêté préfectoral est rendu par la commission qui servira d'autorisation légale pour l'installation et l'exploitation de l'ensemble de votre dispositif.

- **Durée de validité de l'arrêté préfectoral : 5 ans renouvelables**

A l'issue il faut reconstituer l'ensemble du dossier afin qu'il soit une nouvelle fois présenté à la commission départementale vidéo.

- **Modification d'un dossier existant**

→ Reconstitution de l'ensemble du dossier de demande – **Cerfa N° 13806*3**

XII – Contrôles

Votre établissement peut être soumis à des contrôles inopinés de la part de la Commission Départementale de Vidéo Protection et de la CNIL (sur la base de l'arrêté émis par la Commission Départementale de Vidéo-protection et de leurs propres compétences concernant les données informatisées à caractère personnelles).

XIII – Cas d'exceptions :

*** Report des images directement aux services de Police**

→ Prendre attache avec votre commission départementale vidéo ou votre correspondant sûreté local.

→ Prévoir une convention d'usage avec les services de Police.

*** Déport des images à l'étranger**

→ Jurisprudence de la Commission Départementale Vidéo de Paris: Impossible / Interdit.

→ Autres départements : non recommandé – se renseigner auprès de votre correspondant sûreté local.

BASE LÉGALE

Code de Sécurité Intérieure Art. L 251-1 et 223-3

→ Réglementation préfectorale

Décret N°2015-489 du 29 avril 2015

→ Abords immédiats et objectifs légaux visés

Art. L253-5 du Code de Sécurité Intérieure

→ Accès aux images

La CNIL

Loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978

Avis Conseil d'État du 24 mai 2011 et la circulaire de septembre 2011.

Attention !

La CNIL se base uniquement sur le traitement des données à caractère personnel et les fichiers à caractère personnel (dans le cadre de la réglementation sur la vidéo-protection).

Donc pas de déclaration nécessaire dans la zone « tout public ».

Lieu privé : uniquement si le dispositif permet une identification substantielle des personnes et enregistrées (soit par logiciel / humainement en direct / en post-traitement).

Sanctions possibles en cas d'installation non autorisée ou non conforme à l'arrêté préfectoral

Si l'installation n'est pas conforme à l'arrêté

Un constat est fait et le préfet peut prendre une sanction administrative à l'encontre du contrevenant.

- Avertissement
- Démontage du dispositif
- Fermeture administrative de 3 mois, prolongeable de 3 mois avec démontage obligatoire

Si l'installation est illégale (aucune autorisation demandée, ni arrêté préfectoral émis)

Un constat est fait et le préfet peut prendre une sanction administrative à l'encontre du contrevenant (L254-1 du Code de Sécurité Intérieure)

- 3 ans d'emprisonnement et 45 000 €.